

Code social - Droit du travail 2023

Ce Code est à jour au 1^{er} janvier 2023.

Editeur responsable : Bas Kniphorst

© 2023 Wolters Kluwer Belgium SA
Zénobe Gramme (bâtiment G)
Square des Conduites d'Eau 9-10
4031 Liège

Service clientèle et adresse de correspondance :

Motstraat 30
2800 Malines
Tél. : 015 78 76 00
client.BE@wolterskluwer.com
www.wolterskluwer.be

Hormis les exceptions expressément fixées par la loi, aucun extrait de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans un fichier de données automatisé, ni diffusé, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable et écrite de l'éditeur.

D/2023/2664/101
ISBN 978-94-03-02790-6
BP/458-PI23001

Table des matières générale

I.	BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL	1
	Loi relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail – 4 août 1996	3
	Code du bien-être au travail – 28 avril 2017 [Extrait].	49
	Convention collective de travail n° 72 conclue au sein du Conseil national du Travail concernant la gestion de la prévention du stress occasionné par le travail – 30 mars 1999	145
	Convention collective de travail n° 100 concernant la mise en œuvre d'une politique préventive en matière d'alcool et de drogues dans l'entreprise – 1 avril 2009	148
	[Loi [instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans certains lieux et à la protection de la population contre la fumée du tabac] – 22 décembre 2009.	156
II.	CONGÉ-ÉDUCATION PAYÉ	161
	Loi de redressement contenant des dispositions sociales – 22 janvier 1985	163
	Arrêté royal d'exécution de la section 6 – octroi du congé-éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs – du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales – 23 juillet 1985	181
	Arrêté royal d'extension du champ d'application de la section 6 – Octroi du congé-éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs – du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales – 10 novembre 2001	191
	Arrêté royal modifiant certaines dispositions concernant l'octroi du congé-éducation payé en application de l'article 111, par. 7, de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales – 1 septembre 2006.	192
III.	CONGÉS THÉMATIQUES	193
	Loi de redressement contenant des dispositions sociales – 22 janvier 1985 [Extrait]	195
	Arrêté royal relatif au congé pour soins palliatifs, portant exécution de l'article 100bis, § 4 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 concernant des dispositions sociales et modifiant l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption – 22 mars 1995	205
	Arrêté royal instaurant un droit à l'interruption de carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade – 10 août 1998	206
	Arrêté royal relatif à l'introduction d'un droit au congé parental dans le cadre d'une interruption de la carrière professionnelle – 29 octobre 1997.	210

	Convention collective de travail n° 64 conclue au sein du Conseil national du Travail instituant un droit au congé parental – 29 avril 1997	214
IV.	CONTRATS DE TRAVAIL	219
	Loi relative aux contrats de travail – 3 juillet 1978.....	221
	Convention collective de travail n° 12bis adaptant à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail la convention collective de travail n° 12 du 28 juin 1973 concernant l’octroi d’un salaire mensuel garanti aux ouvriers en cas d’incapacité de travail résultant d’une maladie, d’un accident de droit commun, d’un accident du travail ou d’une maladie professionnelle – 26 février 1979 ..	276
	Convention collective de travail n° 13bis adaptant à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail la convention collective de travail n° 13 du 28 juin 1973 concernant l’octroi d’un salaire mensuel garanti à certains employés, en cas d’incapacité de travail résultant d’une maladie, d’un accident de droit commun, d’un accident du travail ou d’une maladie professionnelle – 26 février 1979.....	281
	Convention collective de travail n° 75 relative aux délais de préavis des ouvriers – 20 décembre 1999.....	286
	Loi sur le principe de non-discrimination en faveur des travailleurs avec un contrat de travail à durée déterminée – 5 juin 2002	287
	Loi relative aux examens médicaux dans le cadre des relations de travail – 28 janvier 2003	289
	Convention collective de travail n° 85 concernant le télétravail – 9 novembre 2005.....	291
	Loi concernant le travail faisable et maniable – 5 mars 2017 [Extrait].....	296
	Loi modifiant la loi du 1 ^{er} février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l’exécution de l’accord interprofessionnel, et exécutant le compromis du Gouvernement relatif au projet d’accord interprofessionnel – 12 avril 2011	298
	Loi concernant l’introduction d’un statut unique entre ouvriers et employés en ce qui concerne les délais de préavis et le jour de carence ainsi que de mesures d’accompagnement – 26 décembre 2013 [Extrait]	300
	Convention collective de travail n° 109 concernant la motivation du licenciement – 12 février 2014.....	304
	Convention collective de travail n° 161 concernant le droit de demander une forme d’emploi comportant des conditions de travail plus prévisibles et plus sûres – 27 septembre 2022	308
	Convention collective de travail n° 162 instituant un droit à demander une formule souple de travail – 27 septembre 2022.....	315
V.	CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL ET COMMISSIONS PARITAIRES	325
	Loi sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires – 5 décembre 1968	327
VI.	CONVENTION DE PREMIER EMPLOI	339
	Loi en vue de la promotion de l’emploi – 24 décembre 1999.....	341

	Arrêté royal d'exécution des articles [...] [32, § 2, alinéa 1 ^{er}], 33, § 2, alinéa 3, 34[...], 39, § 4, alinéa 2, et § 5, alinéa 2, 42, § 2 [...], 46, alinéa 1 ^{er} , 47, § 4, alinéas 1 ^{er} et 4 de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi – 30 mars 2000	352
	Arrêté royal d'exécution des articles [26, 27, alinéa 1 ^{er} , 2 ^o ,] 30, 39, § 1 ^{er} , et § 4, alinéa 2, 40, alinéa 2, [40bis, alinéa 2,] 41, 43, alinéa 2, et 47, § 1 ^{er} , alinéa 5, [...] de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi – 30 mars 2000	358
	Arrêté royal relatif à l'octroi d'une allocation d'accompagnement aux jeunes qui suivent une formation préparatoire au contrat de premier emploi – 6 octobre 2000	372
VII.	CONVENTION D'IMMERSION PROFESSIONNELLE	375
	Loi-programme – 2 août 2002 [Extrait]	377
VIII.	CRÉDIT-TEMPS	381
	Loi relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie – 10 août 2001 [Extrait]	383
	Arrêté royal pris en exécution du chapitre IV de la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie concernant le système du crédit-temps, la diminution de carrière et la réduction des prestations de travail à mi-temps – 12 décembre 2001	384
	Convention collective de travail n° 103 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et d'emplois de fin de carrière – 27 juin 2012	397
	Convention collective de travail n° 157 fixant, du 1 ^{er} janvier 2023 au 30 juin 2023, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière, pour les travailleurs qui ont une carrière longue, qui exercent un métier lourd ou qui sont occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration – 15 juillet 2021	421
IX.	DISPOSITIONS PÉNALES	425
	Code pénal social – 6 juin 2010 [Extrait]	427
X.	DOCUMENTS SOCIAUX	535
	Arrêté royal 5 relatif à la tenue des documents sociaux – 23 octobre 1978 [Extrait]	537
	Arrêté royal relatif à la tenue des documents sociaux – 8 août 1980	541
	Arrêté royal soustrayant certaines catégories d'employeurs à l'obligation de tenir le registre du personnel imposée par l'article 4, § 1 ^{er} , 1 ^o , de l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux – 17 juin 1983	552
	Arrêté royal instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité	

	sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions – 5 novembre 2002	553
XI.	DURÉE DU TRAVAIL	559
	Arrêté royal désignant les personnes investies d'un poste de direction ou de confiance, dans les secteurs privés de l'économie nationale, pour l'application de la loi sur la durée du travail – 10 février 1965	561
	Arrêté royal [relatif à l'information des travailleurs sur l'état de leurs prestations lorsque leur régime de travail est organisé conformément aux articles 20, § 2, <i>20bis</i> et <i>26bis</i> de la loi du 16 mars 1971 sur le travail] – 18 janvier 1984. .	563
	Convention collective n° 29 conclue au sein du Conseil national du Travail concernant les prestations d'heures supplémentaires – 29 novembre 1976	565
	Loi relative à l'introduction de nouveaux régimes de travail dans les entreprises – 17 mars 1987	567
	Convention collective de travail n° 42 relative à l'introduction de nouveaux régimes de travail dans les entreprises – 2 juin 1987	571
	Loi relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie – 10 août 2001 [Extrait]	574
XII.	ÉGALITÉ DE TRAITEMENT	577
	Convention collective de travail n° 25 sur l'égalité de rémunération entre les travailleurs masculins et les travailleurs féminins – 15 octobre 1975	579
	Loi tendant à lutter contre certaines formes de discrimination – 10 mai 2007 . .	583
	Loi tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes – 10 mai 2007	597
	Convention collective de travail n° 95 concernant l'égalité de traitement durant toutes les phases de la relation de travail – 10 octobre 2008.	615
XIII.	FORMATION	617
	Loi concernant le travail faisable et maniable – 5 mars 2017 [Extrait].	619
	Arrêté royal portant exécution de la section 1 ^{re} du chapitre 2, de la loi du 5 mars 2017 concernant le travail faisable et maniable – 5 décembre 2017.	621
XIV.	JOURS FÉRIÉS	623
	Loi relative aux jours fériés – 4 janvier 1974	625
	Arrêté royal déterminant les modalités générales d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés – 18 avril 1974	630
	Arrêté royal fixant des modalités particulières d'application aux travailleurs intérimaires de la législation en matière de jours fériés – 10 août 2015.	635
XV.	LOI SUR LE TRAVAIL	637
	Loi sur le travail – 16 mars 1971.	639

	Arrêté royal assimilant certaines périodes à des périodes de travail en vue de la prolongation de la période d'interruption du travail, au-delà de la huitième semaine après l'accouchement – 11 octobre 1991	666
	Arrêté royal [relatif à la conversion du congé de maternité en cas de décès ou d'hospitalisation de la mère] – 17 octobre 1994	667
XVI.	OUTPLACEMENT / RECLASSEMENT PROFESSIONNEL	669
	Convention collective de travail n° 51 relative à l'outplacement – 10 février 1992	671
	Loi visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs – 5 septembre 2001 . . .	674
	Convention collective de travail n° 82 relative au [...] reclassement professionnel pour les travailleurs de quarante-cinq ans et plus qui sont licenciés – 10 juillet 2002	682
	Arrêté royal pris en exécution des articles 15 et 17 de la loi du 5 septembre 2001 visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs – 23 janvier 2003 . . .	690
	Loi relative au pacte de solidarité entre les générations – 23 décembre 2005 [Extrait]	692
	Arrêté royal relatif à la gestion active des restructurations – 9 mars 2006	696
XVII.	PAUSES D'ALLAITEMENT	707
	Convention collective de travail n° 80 instaurant un droit aux pauses d'allaitement – 27 novembre 2001	709
XVIII.	PETITS CHÔMAGES ET CONGÉ POUR RAISONS IMPÉRIEUSES	713
	Arrêté royal [relatif au maintien de la rémunération normale des travailleurs pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles] – 28 août 1963	715
	Convention collective de travail n° 45 instaurant un congé pour raisons impérieuses – 19 décembre 1989.	718
XIX.	PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE	721
	Convention collective de travail n° 81 relative à la protection de la vie privée des travailleurs à l'égard du contrôle des données de communication électroniques en réseau – 26 avril 2002	723
	Convention collective de travail n° 89 concernant la prévention des vols et les contrôles de sortie des travailleurs quittant l'entreprise ou le lieu de travail – 30 janvier 2007	729
XX.	RECRUTEMENT ET SÉLECTION	733
	Convention collective de travail n° 38 concernant le recrutement et la sélection des travailleurs – 6 décembre 1983	735

XXI.	RÉGIME DE CHÔMAGE AVEC COMPLÉMENT D'ENTREPRISE	739
	Convention collective de travail n° 17 conclue au sein du Conseil national du Travail instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement – 19 décembre 1974	741
	Arrêté royal relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle – 7 décembre 1992	750
	Arrêté royal fixant [le régime de chômage avec complément d'entreprise] – 3 mai 2007	770
	Loi modifiant la loi du 1 ^{er} février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel, et exécutant le compromis du Gouvernement relatif au projet d'accord interprofessionnel – 12 avril 2011 [Extrait]	791
	Convention collective de travail n° 107 relative au système de cliquet pour le maintien de l'indemnité complémentaire dans le cadre de certains régimes de chômage avec complément d'entreprise – 28 mars 2013	794
	Convention collective de travail n° 150 fixant, pour la période allant du 1 ^{er} janvier 2021 au 30 juin 2023, les conditions d'octroi d'un complément d'entreprise dans le cadre du chômage avec complément d'entreprise pour certains travailleurs âgés moins valides ou ayant des problèmes physiques graves, en cas de licenciement – 15 juillet 2021	798
	Convention collective de travail n° 151 fixant, pour la période allant du 1 ^{er} juillet 2021 au 30 juin 2023, les conditions d'octroi d'un complément d'entreprise dans le cadre du régime de chômage avec complément d'entreprise pour certains travailleurs âgés licenciés qui ont travaillé 20 ans dans un régime de travail de nuit, qui ont été occupés dans le cadre d'un métier lourd ou qui ont été occupés dans le secteur de la construction et sont en incapacité de travail – 15 juillet 2021	804
	Convention collective de travail n° 152 instituant, pour la période allant du 1 ^{er} juillet 2021 au 30 juin 2023, un régime de complément d'entreprise pour certains travailleurs âgés licenciés, ayant une carrière longue – 15 juillet 2021	808
	Convention collective de travail n° 155 déterminant, pour 2023-2024, les conditions d'octroi de la dispense de l'obligation de disponibilité adaptée pour les travailleurs âgés licenciés avant le 1 ^{er} juillet 2023 dans le cadre d'un régime de chômage avec complément d'entreprise, qui ont travaillé 20 ans dans un régime de travail de nuit, qui ont été occupés dans le cadre d'un métier lourd ou qui ont été occupés dans le secteur de la construction et sont en incapacité de travail, qui ont été occupés dans le cadre d'un métier lourd et justifient 35 ans de passé professionnel, qui ont une carrière longue, ou qui ont été occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration – 15 juillet 2021	810
XXII.	RÈGLEMENTS DE TRAVAIL	815
	Loi instituant les règlements de travail – 8 avril 1965	817
XXIII.	RÉMUNÉRATION	829
	Loi concernant la protection de la rémunération des travailleurs – 12 avril 1965	831
	Code judiciaire – 10 octobre 1967	850

Arrêté royal déterminant les modalités relatives au paiement de la rémunération en monnaie scripturale et à la cession ou la saisie de l'avoir du compte bancaire ou de chèques postaux auquel la rémunération du travailleur est virée – 5 mars 1986	863
[Convention collective de travail n° 43 relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen] – 2 mai 1988	864
Convention collective de travail n° 50 conclue au sein du Conseil national du Travail relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen aux travailleurs âgés de moins de 21 ans – 29 octobre 1991	869
Loi relative à l'exécution de l'accord interprofessionnel 2007-2008 – 21 décembre 2007 [Extrait]	871
Convention collective de travail n° 90 concernant les avantages non récurrents liés aux résultats – 20 décembre 2007	876
Convention collective de travail n° 98 concernant les éco-chèques – 20 février 2009	885
Loi concernant l'instauration d'un budget mobilité – 17 mars 2019	888
 XXIV. TRAVAIL À TEMPS PARTIEL	 895
Convention collective de travail n° 35 concernant certaines dispositions du droit du travail en matière de travail à temps partiel – 27 février 1981	897
Loi-programme – 22 décembre 1989 [Extrait]	900
Arrêté royal d'exécution des dispositions de la loi-programme du 22 décembre 1989 relatives au contrôle des dérogations à l'horaire normal des travailleurs à temps partiel – 8 mars 1990	905
Arrêté royal déterminant les dérogations à la limite minimale de la durée des prestations des travailleurs – 18 juin 1990	906
Arrêté royal assimilant à du travail supplémentaire certaines prestations des travailleurs à temps partiel – 25 juin 1990	907
Arrêté royal déterminant les dérogations à la durée hebdomadaire minimale de travail des travailleurs à temps partiel fixée à l'article 11bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail – 21 décembre 1992	909
Loi relative au principe de non-discrimination en faveur des travailleurs à temps partiel – 5 mars 2002	910
 XXV. TRAVAIL DE NUIT	 911
Loi relative au travail de nuit – 17 février 1997 [Extrait]	913
Arrêté royal d'exécution de la loi du 17 février 1997 relative au travail de nuit – 16 avril 1998	915
Convention collective de travail n° 46 relative aux mesures d'encadrement du travail en équipes comportant des prestations de nuit ainsi que d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit – 23 mars 1990	916
Convention collective de travail n° 49 relative à la garantie d'une indemnité financière spécifique aux travailleurs occupés dans le cadre d'un travail en équipes comportant des prestations de nuit ou dans d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit – 21 mai 1991	923

	Convention collective de travail n° 76 portant exécution de l'article 27, § 4, alinéa 2 de la loi du 16 mars 1971 – 18 juillet 2000	925
XXVI.	TRAVAILLEURS ÂGÉS	927
	Convention collective de travail n° 104 concernant la mise en œuvre d'un plan pour l'emploi des travailleurs âgés dans l'entreprise – 27 juin 2012	929
XXVII.	TRAVAILLEURS ÉTRANGERS	933
	Loi relative à l'occupation de ressortissants étrangers se trouvant dans une situation particulière de séjour – 9 mai 2018	935
	Loi [concernant les conditions de travail, de rémunération et d'emploi en cas de détachement de travailleurs en Belgique et le respect de celles-ci] – 5 mars 2002	938
	Arrêté royal portant exécution de la loi du 9 mai 2018 relative à l'occupation de ressortissants étrangers se trouvant dans une situation particulière de séjour – 2 septembre 2018.	947
	Loi-programme (I) – 27 décembre 2006 [Extrait].	952
	Arrêté royal pris en exécution du Chapitre 8 du Titre IV de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 instaurant une déclaration préalable pour les travailleurs salariés et indépendants détachés – 20 mars 2007.	957
	Arrêté royal [portant diverses mesures d'exécution en matière de détachement de travailleurs en Belgique] – 1 avril 2007	963
	Loi portant diverses dispositions concernant le détachement de travailleurs – 11 décembre 2016	967
XXVIII.	TRAVAILLEURS PROTÉGÉS	969
	Loi portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats délégués du personnel – 19 mars 1991	971
	Arrêté royal relatif aux modalités de calcul et de paiement de l'indemnité complémentaire due au délégué du personnel ou au candidat-délégué du personnel dans le cadre de la procédure de reconnaissance d'un motif grave – 21 mai 1991	979
XXIX.	TRAVAIL TEMPORAIRE OU INTÉRIMAIRE	981
	Loi sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs – 24 juillet 1987	983
	Convention collective de travail n° 108 relative au travail temporaire et travail intérimaire – 16 juillet 2013	1001
	Loi portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses – 12 août 2000 [Extrait]	1017
	Arrêté royal pris en exécution des articles 188, alinéa 2 et 194, par. 1 ^{er} , alinéa 2, de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses – 15 juillet 2002	1022

Arrêté royal fixant les conditions dans lesquelles les travailleurs peuvent être mis à la disposition des utilisateurs dans le cadre des programmes de transition – 19 février 2003	1024
---	------

XXX. VACANCES ANNUELLES, COMPTE ÉPARGNE-CARRIÈRE ET DON DE CONGÉS 1025

Lois coordonnées relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés – 28 juin 1971	1027
--	------

Arrêté royal déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés – 30 mars 1967	1038
---	------

Loi concernant le travail faisable et maniable – 5 mars 2017 [Extrait]	1058
--	------

Registre chronologique